Au Burundi, l'ouverture en catimini d'un régime dos au mur

@rib News,Â 09/10/2019 - Source AFP IsolÃ© diplomatiquement, moribond Ã©conomiquement, le rÃ©gime burundais montre pour la premiÃ¨re fois depuis le dÃ©but de la crise en avril 2015 quelques timides signes d'ouverture, au point de discuter - bien que dans la plus grande discrÃ©tion - avec la plateforme d'opposition Cnared, affaiblie par les dÃ©fections. AprÃ¨s avoir obstinÃ©ment refusÃ© pendant quatre ans de s'asseoir Ã la mÃªme table que le Cnared, mÃªme sous l'Ã©gide d la communautÃ© internationale, Bujumbura a accueilli samedi le secrÃ©taire exÃ©cutif de ce mouvement rassemblant des opposants exilÃ©s en raison de la crise nÃ©e de la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat controversÃ©. Les violences qui ont suivi ont fait au moins 1.200 morts, dÃ©placÃ© plus de 400.000 personnes et entraÃ®nÃ© l'ouverture d'une enquÃªte par la Cour pÃ©nale internationale. L'ONU, dans plusieurs rapports, dont le dernier publiÃ© dÃ©but septembre, dÃ©nonce des meurtres, viols, disparitions et tortures commis par le pouvoir. Soucieux de mÃ©nager les caciques les plus radicaux du rÃ©gime, le gouvernement n'a pas officiellement confirmÃ© que le Cnared est dÃ©sormais un interlocuteur, se contentant de dire que son secrÃ©taire exÃ©cutif Anicet Niyonkuru est Ã Bujumbura pour prÃ©parer les Ã©lections de 2020 auxquelles le prÃ©sident a annoncÃ© qu'il ne se prÃ©senterait pas. Mais un haut responsable gouvernemental et un haut responsable du Cnared ont non seulement confirmÃ© Ã l'AFP que M. Niyonkuru est Ã Bujumbura en tant que reprÃ©sentant du Cnared, mais Ã©galement que des nÃ©gociations ont lieu dans le plus grand secret depuis plusieurs mois. "Il y a au sein du pouvoir burundais un camp modÃ©rÃ© qui estime que le pays va droit dans le mur si rien n'est fait pour mettre fin Ã la crise actuelle, et un camp de durs composÃ© essentiellement de gÃ©nÃ©raux issus du Cndd-FDD (le parti au pouvoir) qui ne veulent rien lÃ¢cher par peur de tout perdre", analyse une source diplomatique, sous couvert de l'anonymat. "C'est le premier camp qui a initiÃ© dans la plus grande discrÃ©tion des contacts avec le Cnared", a expliquÃ© le diplomate. Une dÃ©lÃ©gation du Cnared avait ainsi rencontrÃ© Ã Nairobi une dÃ©lÃ©gation du pouv burundais dirigÃ©e par l'ancien ministre de l'IntÃ©rieur Edouard Nduwimana, un proche du prÃ©sident Nkurunziza, le 30 aoÃ»t et 1er septembre. - Pressions - A Nairobi, "on Ã©tait parvenu Ã un consensus notamment sur la question de la levÃ©e des mandats d'arrÃªt contre les leaders d'opposition en exil, le retour de ces leaders en vue de participer aux Ã©lections de 2020, leur sÃ©curitÃ© ou encore l'ouverture de l'espace politique", a assurÃ© un haut responsable du Cnared. Mais M. Nduwimana avait ensuite publiÃ© un communiquÃ© expliquant avoir agi de sa propre initiative, et non au nom du rÃ©gime, pour rencontrer Ã Nairobi des leaders politiques ne faisant pas l'objet de mandats d'arrÃªt burundais. Un haut responsable gouvernemental assure toutefois que M. Nduwimana a bien Ã©tÃ© envoyÃ© par M. Nkurunziza et que le communiquÃ© n'a Ã©tÃ© publiÃ© qu'Ã la suite de pressions des membres les plus radicaux du rÃ©gime, toujours opposÃ©s a dialogue avec le Cnared. L'ouverture apparente du pouvoir ne vise pas uniquement l'opposition. Le Burundi vient de nommer un ambassadeur en Belgique, l'ancienne puissance coloniale, aprÃ¨s le rappel en 2016 de son prÃ©dÃ©cesseur. Le gÃ©nÃ©ral Evariste Ndayishimiye, secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du Cndd-FDD, a rÃ©cemment Ã©tÃ© reÃ§u en audience par le p de la commission de l'Union africaine, et selon des diplomates, le niveau des violences dans le pays a lÃ©gÃ¨rement baissÃ©. - PÃ©nuries - "Les modÃ©rÃ©s du pouvoir se rendent compte aujourd'hui qu'ils doivent composer pour Ã©viter un effondrement Ã©conomique", analyse le diplomate interrogÃ© par l'AFP, en rÃ©fÃ©rence aux nombreuses sanctions Ã©conomiques visant Bujumbura. "Le pays est au bord de la banqueroute". SevrÃ©e d'aides Ã©trangÃ¨res prÃ©cieuses, la Banque centrale ne dispose plus que de deux Ã trois semaines de rÃ©serves en devises Ã©trangÃ¨res pour les importations, sur fond de pÃ©nuries chroniques d'essence ou de mÃ©dicaments. De plus, le Cnared est devenu un interlocuteur beaucoup plus acceptable aux yeux du gouvernement. D'une part, ce groupe est trÃ¨s affaibli par de nombreuses dÃ©fections. D'autres part, ces dÃ©fections incluent celles de responsables qui exigent l'arrestation de M. Nkurunziza pour les crimes commis par le rÃ©gime. Les responsables restant au sein du Cnared, qualifiÃ©s de "traÃ®tres" par ceux qui l'ont quittÃ©, tiennent un discours selon eux "rÃ©aliste", s'alignant largement sur celui de la communautÃ© internationale, Ã savoir, en substance, qu'ils sont prÃªts Ã regarder vers l'avant tant que le processus Ã©lectoral se dÃ©roule sans encombres. Enfin, au moins une partie de la communautÃ© internationale a actÃ© l'Ã©chec de la politique des sanctions. DÃ¨s fin 2018, au grand dam de l'Union europÃ©enne, la France avait tendu la main Ã Bujumbura en reprenant sa coopÃ©ration directe avec le pays, notamment dans le secteur de la dÃ©fense.